

## Convention destinée à régler certains conflits de lois en matières de lettres de change et billets à ordre

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND ; LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON ; SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG; SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE; SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE , LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE; SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE,

Désireux d'adopter des règles pour résoudre certains conflits de lois en matière de lettre de change et de billet à ordre, ont désigné pour leurs plénipotentiaires savoir :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Leo QUASSOWSKI, conseiller ministériel au Ministère de la justice du Reich ;

Le docteur Erich ALBRECHT, conseiller de Légation au Ministère des Affaires étrangères du Reich ;

Le docteur Fritz ULLMANN, juge au Tribunal de Berlin.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Le docteur Guido STROBELE, conseiller ministériel au Ministère fédéral de la justice.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Le vicomte POULLET, ministre d'État, membre de la Chambre des Représentants ;

M. J. DE LA VALLÉE POUSSIN, secrétaire général du Ministère des Sciences et des Arts.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL :

M. DEOCLECIO DE CAMPOS, attaché commercial à Rome ancien professeur à la faculté de droit de Para.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

M. A. José RESTREPO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK:

M. Axel HELPER, conseiller ministériel au Ministère du Commerce et de l'Industrie,

M. Valdemar EIGTVED, directeur de la « Privatbanken » à Copenhague.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

M. Józef SULKOWSKI, professeur à l'Université de Poznan, membre de la Commission de codification de Pologne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR :

Le docteur Alejandro GASTELÙ, vice-consul à Genève.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Le docteur Juan GOMEZ MONTEJO, chef de section du Corps des juristes du Ministère de la justice.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Filip GRÖNVALL, Conseiller d'État, membre de la Haute Cour administrative de Helsinki.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. L. J. PERCEROU, professeur à la Faculté de droit de Paris.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. R. RAPHAËL, délégué permanent auprès de la Société des Nations, chargé d'affaires à Berne.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. Zoltán BARANYAI chargé d'affaires *a.i.* de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Amedeo GIANNINI, Conseiller d'État, ministre plénipotentiaire.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

M. Morie OHNO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président fédéral de la République d'Autriche ;

M. Tetsukichi SHIMADA, juge à la Cour de Cassation de Tokio.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE Luxembourg :

M. Ch. G. VERMAIRE, consul à Genève.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. C. Stub HOLMBOE, avocat.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Le docteur W. L. P. A. MOLENGRAAFF, professeur émérite de l'Université d'Utrecht.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU :

M. Jose Maria BARRETO, chef du Bureau permanent du Pérou auprès de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Józef SULKOWSKI, professeur à l'Université de Poznan, membre de la Commission de codification de Pologne.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Le docteur José CAEIRO DA MATTA, recteur de l'Université de Lisbonne, professeur à la Faculté de droit, directeur de la Banque de Portugal.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Le baron E. MARKS VON WÜRTEMBERG, président de la Cour d'Appel de Stockholm, ancien ministre des Affaires étrangères ;

M. Birger EKEBERG, président de la Commission de législation civile, ancien ministre de la justice, ancien membre de la Cour Suprême.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Le docteur Max VISCHER, avocat et notaire, premier secrétaire de l'Association suisse des Banquiers.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le docteur Karel HERMANN OTAVSKÝ, professeur à l'Université de Prague, président de la Commission de codification du droit commercial au Ministère de la justice.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

MEHMED MUNIR Bey, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

M. Ria CHOUMENKOVITCH, délégué permanent auprès de la Société des Nations, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

## **Article 1**

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, les unes vis-à-vis des autres, à appliquer pour la solution des conflits de lois ci-dessous énumérés, en matière de lettre de change et de billets à ordre, les règles indiquées dans les articles suivants.

## **Article 2**

La capacité d'une personne pour s'engager par lettre de change et billet à ordre, est déterminée par sa loi nationale. Si cette loi nationale déclare compétente la loi d'un autre pays, cette dernière loi est appliquée.

La personne qui serait incapable, d'après la loi indiquée par l'alinéa précédent, est, néanmoins valablement tenue, si la signature a été donnée sur le territoire d'un pays d'après la législation duquel la personne aurait été capable.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de ne pas reconnaître la validité de l'engagement pris en matière de lettre de change et de billet à ordre par l'un de ses ressortissants et qui ne serait tenu pour valable dans le territoire des autres Hautes Parties contractantes que par application de l'alinéa précédent du présent article.

## **Article 3**

La forme des engagements pris en matière de lettre de change et de billet à ordre est réglée par la loi du pays sur le territoire duquel ces engagements ont été souscrits.

Cependant, si les engagements souscrits sur une lettre de change ou un billet à ordre ne sont pas valables d'après les dispositions de l'alinéa précédent, mais qu'ils soient conformes à la législation de l'État où un engagement ultérieur a été souscrit, la circonstance que les premiers engagements sont irréguliers en la forme n'infirme pas la validité de l'engagement ultérieur.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de prescrire que les engagements pris en matière de lettre de change et de billet à ordre à l'étranger par un de ses ressortissants seront valables à l'égard d'un autre de ses ressortissants sur son territoire, pourvu qu'ils aient été pris dans la forme prévue par la loi nationale.

## **Article 4**

Les effets des obligations de l'accepteur d'une lettre de change et du souscripteur d'un billet à ordre sont déterminés par la loi du lieu où ces titres sont payables.

Les effets que produisent les signatures des autres obligés par lettre de change ou billet à ordre sont déterminés par la loi du pays sur le territoire duquel les signatures ont été données.

## **Article 5**

Les délais de l'exercice de l'action en recours restent déterminés pour tous les signataires par la loi du lieu de la création du titre.

## **Article 6**

La loi du lieu de la création du titre détermine si le porteur d'une lettre de change acquiert la créance qui a donné lieu à l'émission du titre.

## **Article 7**

La loi du pays où la lettre de change est payable règle la question de savoir si l'acceptation peut être restreinte à une partie de la somme ou si le porteur est tenu ou non de recevoir un paiement partiel. La même règle s'applique quant au paiement en matière de billet à ordre.

## **Article 8**

La forme et les délais du protêt, ainsi que la forme des autres actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation des droits en matière de lettre de change et de billet à ordre, sont réglés par les lois du pays sur le territoire duquel doit être dressé le protêt ou passé l'acte en question.

## **Article 9**

La loi du pays où la lettre de change ou le billet à ordre sont payables détermine les mesures à prendre en cas de perte ou de vol de la lettre de change ou du billet à ordre.

## **Article 10**

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de ne pas appliquer les principes de droit international privé consacrée par la présente convention en tant qu'il s'agit :

- (1) D'un engagement pris hors du territoire d'une des Hautes Parties contractantes ;
- (2) D'une loi qui serait applicable d'après ces principes et qui ne serait pas celle d'une des Hautes Parties contractantes.

## **Article 11**

Dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, les dispositions de la présente convention ne seront pas applicables aux lettres de change et aux billets à ordre déjà créés au moment de la mise en vigueur de la présente convention.

## **Article 12**

La présente convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

Elle pourra être signée ultérieurement jusqu'au 6 septembre 1930 au nom de tout Membre de la Société des Nations et de tout État non membre.

## **Article 13**

La présente convention sera ratifiée.

Les instruments de ratification seront déposés avant le 1er septembre 1932 auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera immédiatement la réception à tous les Membres de la Société des Nations et aux États non membres parties à la présente convention.

## **Article 14**

À partir du 6 septembre 1930, tout Membre de la Société des Nations et tout État non membre pourront y adhérer.

Cette adhésion s'effectuera par une notification au Secrétaire général de la Société des Nations pour être déposée dans les archives du Secrétariat.

Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement à tous ceux qui auront signé ou adhéré à la présente convention.

## **Article 15**

La présente convention n'entrera en vigueur que lorsqu'elle aura été ratifiée ou qu'il y aura été adhéré au nom de sept Membres de la Société des Nations ou États non membres, parmi

lesquels devront figurer trois des Membres de la Société des Nations représentés d'une manière permanente au Conseil.

La date de l'entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations de la septième ratification ou adhésion, conformément à l'alinéa premier du présent article.

Le Secrétaire général de la Société des Nations, en faisant les notifications prévues aux articles 13 et 14, signalera spécialement que les ratifications ou adhésions visées à l'alinéa premier du présent article ont été recueillies.

## **Article 16**

Chaque ratification ou adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur de la convention conformément à l'article 15 sortira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de sa réception par le Secrétaire général de la Société des Nations.

## **Article 17**

La présente convention ne pourra être dénoncée avant l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la date à laquelle elle sera entrée en vigueur pour ce Membre de la Société des Nations ou pour cet État non membre; cette dénonciation produira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour suivant la réception par le Secrétaire général de la notification à lui adressée.

Toute dénonciation sera communiquée immédiatement par le Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les autres Hautes Parties contractantes.

Chaque dénonciation n'aura d'effet qu'en ce qui concerne la Haute Partie contractante au nom de laquelle elle aura été faite.

## **Article 18**

Tout Membre de la Société des Nations et tout État non membre à l'égard duquel la présente convention est en vigueur, pourra adresser au Secrétaire général de la Société des Nations, dès l'expiration de la quatrième année suivant l'entrée en vigueur de la convention, une demande tendant à la révision de certaines ou de toutes les dispositions de cette convention.

Si une telle demande, communiquée aux autres Membres de la Société des Nations ou États non membres entre lesquels la convention est alors en vigueur, est appuyée dans un délai d'un an, par au moins six d'entre eux, le Conseil de la Société des Nations décidera s'il y a lieu de convoquer une conférence à cet effet.

## **Article 19**

Les Hautes Parties contractantes peuvent déclarer au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par leur acceptation de la présente convention, elles n'entendent assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat ; dans ce cas, la présente convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration.

Les Hautes Parties contractantes pourront, dans la suite, notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elles entendent rendre la présente convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de leurs territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

De même, les Hautes Parties contractantes peuvent à tout moment déclarer qu'elles entendent que la présente convention cesse de s'appliquer à l'ensemble ou à toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat ; dans ce cas, la convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet de pareille

déclaration un an après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

## **Article 20**

La présente convention sera enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations dès son entrée en vigueur. Elle sera ultérieurement publiée aussitôt que possible au Recueil des Traités de la Société des Nations.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention.

Fait à Genève, le sept juin mil neuf cent trente, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les États non membres représentés à la Conférence.

## **Protocole de la Convention**

Au moment de procéder à la signature de la convention, en date de ce jour, destinée à régler certains conflits de lois en matière de lettre de change et de billet à ordre, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

A. Les Membres de la Société des Nations et les États non membres qui n'auraient pas été en mesure d'effectuer avant le 1er septembre 1932, le dépôt de leur ratification sur ladite convention s'engagent à adresser, dans les quinze jours suivant cette date, une communication au Secrétaire général de la Société des Nations, pour lui faire connaître la situation dans laquelle ils se trouvent en ce qui concerne la ratification.

B. Si, à la date du 1er novembre 1932, les conditions prévues à l'article 15, alinéa premier, pour l'entrée en vigueur de la convention, ne sont pas remplies, le Secrétaire général de la Société des Nations convoquera une réunion des Membres de la Société des Nations et des États non membres qui auraient signé la convention ou y auraient adhéré.

Cette réunion aura pour objet l'examen de la situation et des mesures à prendre, le cas échéant, pour y faire face.

C. Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement, dès leur mise en vigueur, les dispositions législatives qu'elles établiront sur leurs territoires respectifs en exécution de la convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Genève, le sept juin mil neuf cent trente, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les États non membres représentés à la Conférence.